

# Améliorer l'efficacité de l'aide dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique

**Note de synthèse**

Groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau – Mai 2011



## Quelles initiatives ont été adoptées ?

Les pays africains et de l'Union Européenne (UE) ont créé un partenariat stratégique en 2002 pour améliorer l'efficacité des aides apportées dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de la gestion des ressources en eau sur le continent africain. Les pays de l'UE et africains se sont également engagés individuellement à optimiser la division du travail entre les pays donateurs et à privilégier le secteur de l'assainissement.

### L'UE joue un rôle majeur dans l'AEPHA en Afrique

- 59 % des aides officielles recueillies pour l'AEPHA dans les pays d'Afrique subsaharienne provient des institutions et des états membres de l'UE. Concernant les programmes en matière d'eau et d'assainissement de base, ce chiffre atteint 70 %.
- 60 % de l'aide européenne allouée au secteur de l'eau est envoyée aux pays bénéficiaires africains. L'Afrique constitue donc une région prioritaire de l'aide européenne.
- Environ 35 % de l'aide allouée par l'UE dans le secteur de l'eau aux pays de l'Afrique subsaharienne est destinée à l'assainissement.

## Quel est le bilan des réussites ?

### ► L'aide allouée par l'UE dans le secteur de l'eau a augmenté.

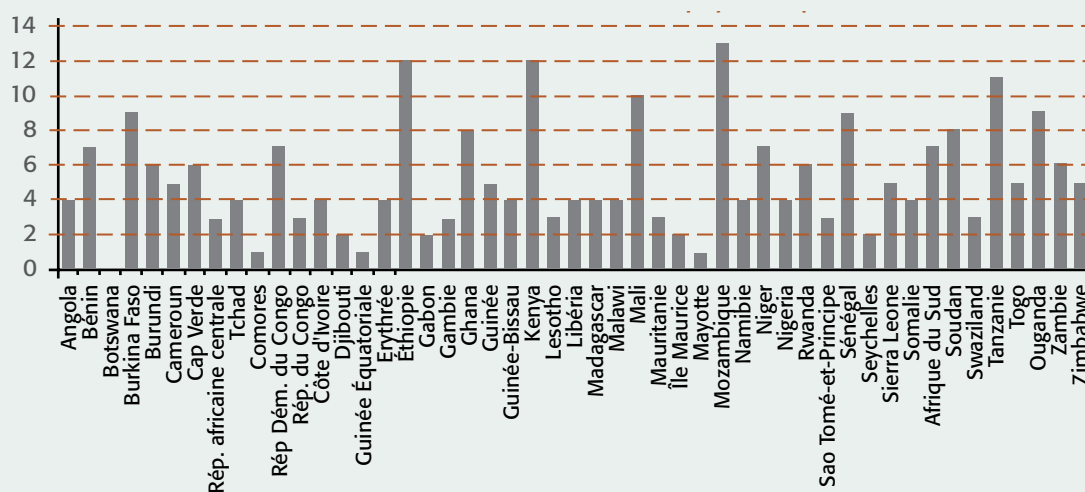
Le montant total des versements européens consacrés à l'aide dans le secteur de l'eau en Afrique ont augmenté de manière régulière entre 2005 et 2009. L'aide a pratiquement doublé en passant d'environ 500 millions de dollars américains en 2005 à 950 millions de dollars américains en 2009.

### ► Les politiques adoptées dans le secteur de l'eau sont alignées entre l'UE et les pays africains.

Cela se traduit par des initiatives de grande envergure comme le Partenariat stratégique de l'Union Européenne et de l'Afrique en matière d'eau et d'assainissement (2002) et la Déclaration Afrique-UE sur l'assainissement (2008).

### ► La part de l'aide allouée par les pays membres de l'UE aux pays les plus pauvres de l'Afrique subsaharienne a augmenté.

La part de l'aide totale allouée par les pays membres de l'UE au secteur de l'eau dans les pays d'Afrique subsaharienne faisant partie des pays les plus pauvres est passée de 57 % en 2006 à 75 % en 2009. Au cours de la même période, cette part pour la Commission Européenne (CE) est passée de 66 % en 2006 à 55 % en 2009.

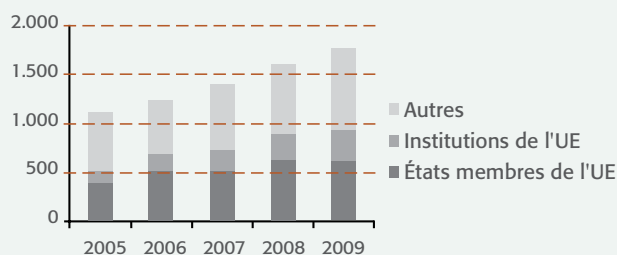


Nombre de donateurs européens dans le secteur de l'eau par pays, Afrique subsaharienne, 2009



Photo: Aquapol

Aide allouée dans le secteur de l'eau aux pays de l'Afrique subsaharienne  
En millions de dollars américains au prix constant 2008



# Quel est le bilan des échecs ?

## Efficacité et ciblage de l'aide

### ► L'aide allouée par l'UE dans le secteur de l'eau n'est pas ciblée en fonction des besoins.

Nous constatons l'absence de corrélation évidente entre l'aide allouée par l'UE dans le secteur de l'eau reçue par les pays africains et leurs besoins réels en termes d'accès à l'eau et à l'assainissement.

### ► L'aide européenne allouée dans le secteur de l'eau est très fragmentée.

De 2002 à 2008, le pourcentage de relations entre les donateurs et les partenaires dans lesquelles le donateur accordait moins de 5 % de l'aide totale dans le secteur de l'eau au partenaire est passé de 56 % à 64 %. Parmi l'ensemble des versements effectués, 58 % sont inférieurs à 1 million de dollars américains et les versements des donateurs ne dépassent pas 1 million de dollars américains pour 10 pays.

### ► L'aide de l'UE allouée dans le secteur de l'eau indique une classification des pays en deux groupes par les donateurs : les pays privilégiés et les pays orphelins.

18 pays africains reçoivent des versements d'au moins six donateurs de l'UE alors que huit pays possèdent seulement deux donateurs.

## Actions à mettre en place par l'UE et ses états membres

- Améliorer le ciblage de l'aide sur le continent africain en tenant compte de facteurs additionnels (par exemple, présence d'autres donateurs, besoins en matière de couverture, états considérés comme étant fragiles et rentabilité des versements).
- Limiter la fragmentation de l'aide en reconsidérant les versements représentant moins de 5 % de l'aide totale allouée au secteur par les partenaires.
- Créer un fonds de donation mutuel pour couvrir les coûts additionnels du donateur qui prend la direction du secteur afin de promouvoir la longévité des donateurs principaux.
- La mise en place rapide d'une coordination est requise pour remédier au faible niveau d'utilisation des systèmes de pays partenaires pour la mise à disposition de l'aide.
- Encourager l'utilisation d'indicateurs pertinents pour le ciblage de l'aide.
- Améliorer l'auto-coordination des donateurs en améliorant de manière stratégique les performances des donateurs de l'UE et en communiquant les résultats positifs aux donateurs et aux partenaires.
- Mettre en place une division du travail entre les pays à l'aide des instruments politiques existants au sein du partenariat entre l'Afrique et l'UE et en invitant d'autres personnes à participer à ce dialogue.

## Actions à mettre en place par les états africains

- Solliciter un dialogue entre les donateurs et les partenaires en matière de division du travail entre les pays.

## Capacité de leadership des états africains

### ► De nombreux états africains s'appuient de manière significative sur l'aide pour effectuer des investissements dans le domaine de l'assainissement et ne respectent pas les engagements de financement de la Déclaration d'eThekweni.

Pour 2010–2015, le Mozambique envisage d'allouer 5 millions de dollars américains par an à l'assainissement (0,05 % de son PIB de 2009) contre 0,4 million de dollars américains pour l'Ouganda (<0,01 % de son PIB 2009). Les donateurs devraient financer le reste de leurs investissements en matière d'assainissement.

### ► La division du travail au sein des pays est principalement prise en charge par les donateurs de l'UE.

Les gouvernements partenaires participent à ce processus à différents niveaux mais rarement en prenant la direction du processus.

## Actions à mettre en place par l'UE et ses états membres

Faciliter la division du travail au sein des pays par :

- Échange d'informations entre les agences régionales et le siège ;
- Développement du potentiel en matière de gestion de l'aide stratégique dans le pays partenaire (y compris l'installation de systèmes de gestion de l'aide) ;
- Gestion des intérêts intra-gouvernementaux reposant sur le fait que l'optimisation de l'harmonisation des donateurs et de la division des processus de travail permet de consolider les ministères de coordination (finance ou planification) aux dépens des ministères sectoriels ;
- Garantir que l'expertise dédiée des donateurs permet de conserver et d'améliorer la qualité du dialogue dans le domaine.
- Renforcer le leadership des partenaires en sondant et en indiquant les prérequis et les avantages de la division du travail effectuée par les pays et en développant les capacités dans les pays partenaires.
- Encourager une analyse de performance externe des différents donateurs dans un pays pour améliorer la connaissance des forces et des faiblesses des donateurs individuels par rapport aux programmes nationaux du secteur.

## Actions à mettre en place par les états africains

- Renforcer la gestion du secteur de l'eau au niveau national et allouer des responsabilités claires aux institutions impliquées.
- Respecter les engagements de la Déclaration d'eThekweni visant à allouer 0,5 % du PIB à l'assainissement et à l'hygiène et d'autres engagements destinés à privilégier le secteur.



# Améliorer l'efficacité de l'aide dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique

Photo: Annika Börje

## Principales actions à mettre en place par : L'UE et ses états membres

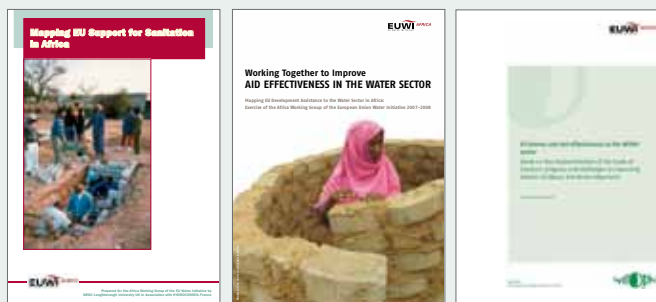
- Améliorer le ciblage de l'aide sur le continent africain en tenant compte de facteurs additionnels (par exemple, présence d'autres donateurs, besoins en matière de couverture, états considérés comme étant fragiles et rentabilité des versements).
- Stimuler le développement des capacités en matière de gestion de l'aide stratégique dans les pays partenaires (y compris l'installation de systèmes de gestion de l'aide) pour faciliter la division du travail au sein des pays.
- Encourager l'utilisation d'indicateurs pertinents pour le ciblage de l'aide.
- Mettre en place une division du travail entre les pays à l'aide des instruments politiques existants au sein du partenariat entre l'Afrique et l'UE et en invitant d'autres personnes à participer à ce dialogue.
- La mise en place rapide d'une coordination est requise pour remédier au faible niveau d'utilisation des systèmes de pays partenaires pour la mise à disposition de l'aide.

## Les états africains

- Solliciter un dialogue entre les donateurs et les partenaires en matière de division du travail entre les pays.
- Respecter les engagements de la Déclaration d'eThekweni visant à allouer 0,5 % du PIB à l'assainissement et à l'hygiène et d'autres engagements destinés à privilégier le secteur.

## Références

Le Groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau a réalisé trois études pour examiner l'aide européenne dans le secteur de l'assainissement et de l'eau dans les pays africains et évaluer l'efficacité de son action. Ce rapport fournit une synthèse des résultats de ces études.



## Coordonnées du Groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau

Joakim Harlin joakim.harlin@undp.org

Per Bertilsson per.bertilsson@siwi.org

Johanna Sjödin johanna.sjodin@siwi.org

www.euwi.net

